



## SÉCURITÉ

### De retour au pays, Abdelrazik demande des comptes

Page A 4

**SOMMET DU G8 >** Le sommet de L'Aquila se penchera sur l'Iran, l'économie et le climat > Page B 1

www.ledavoir.com

# LE DEVOIR

VOL. C N° 150

LE MERCREDI 8 JUILLET 2009

1,10\$ + TAXES = 1,25\$

## MICHAEL JACKSON: HOMMAGE À LA STAR... ET AU PÈRE



GABRIEL BOUYS AGENCE FRANCE-PRESSE

**LE « ROI DE LA POP » est mort... vive le roi!** Dans un vibrant spectacle-hommage funèbre qui a pris des allures de véritable célébration du génie de Michael Jackson, les membres de sa famille, ainsi que des artistes qui l'ont côtoyé et admiré tels que Mariah Carey et Lionel Richie, ont livré en chansons ou en paroles de poignants témoignages d'amour à cet incroyable chanteur et icône planétaire, décédé subitement il y a deux semaines, à l'âge de 50 ans. Mais c'est sa fillette de 11 ans, Paris, qui a touché le monde entier lorsqu'elle a soufflé un émouvant dernier adieu à son père, devant les quelque 20 000 personnes rassemblées au Staples Center de Los Angeles. « Depuis que je suis née, papa a été le meilleur père que l'on puisse imaginer... Je voulais seulement dire que je l'aime tant », a dit la fillette, entourée de sa famille, avant d'éclater en sanglots et de se réfugier dans les bras de sa tante Janet. Nos informations en page A 3.

## Cinq milliards pour des véhicules militaires

### Le ministre de la Défense lance aujourd'hui une nouvelle ronde d'annonces

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Le gouvernement Harper se prépare pour une autre importante ronde d'achats militaires. Selon les informations obtenues par *Le Devoir*, le ministre de la Défense, Peter MacKay, annoncera dès aujourd'hui l'acquisition de nouveaux véhicules de combat et de transport de troupes pour la Force terrestre. Plusieurs véhicules de la flotte actuelle seront également remis à niveau. La facture totale, étalée sur plusieurs années, frôlera les cinq milliards de dollars.

Plus tard cet été, le gouvernement annoncera aussi qu'il a finalement conclu, après trois ans de négociations, un contrat avec Boeing pour l'acquisition de 14 hélicoptères de transport Chinook. La commande initiale devait être de 16 appareils, mais il semble que l'achat ait été revu à la baisse récemment. Dans ce cas, la facture finale devrait approcher des 4,5 milliards de dollars, incluant l'entretien des hélicoptères pendant 20 ans.

VOIR PAGE A 8: ARMÉE



JASON REED REUTERS

LE MONDE

## Obama tend la main aux Russes

Rep partir à zéro et tourner la page de la guerre froide... c'est ce qu'a souhaité le président des États-Unis, Barack Obama, lors de sa visite de deux jours en Russie au cours de laquelle il a rencontré son homologue, Dmitri Medvedev, et le premier ministre russe, Vladimir Poutine. Dans ce pays qui n'a jamais sombré dans l'*«obamania»*, le président américain aura certes marqué des points, en plus d'obtenir la signature d'un accord sur la négociation d'un nouveau traité de réduction des arsenaux nucléaires. Se gardant bien d'adopter le ton de «donneur de leçons» qu'on reproche souvent aux États-Unis, Barack Obama a néanmoins profité de son séjour pour prononcer plusieurs discours appelant au combat contre la corruption et au respect de la démocratie et de l'intégrité territoriale des pays post-soviétiques.

■ À lire en page A 5

### INDEX

Actualités.....	A 2	Éditorial.....	A 6
Annonces.....	B 4	Idées.....	A 7
Avis publics..	B 5	Météo.....	B 6
Carrières.....	B 3	Monde.....	A 5
Culture.....	B 8	Mots croisés..	B 6
Décès.....	B 4	Sudoku.....	B 5
Économie.....	B 1	Télévision.....	B 7

THÉÂTRE

## Nuit de violences au Palais des papes

### Le festival d'Avignon s'ouvre avec trois pièces de Wajdi Mouawad données en rafale

Pour la première fois, c'est avec l'œuvre d'un dramaturge (et metteur en scène) québécois, que l'on lance une édition du festival d'Avignon. Et comme l'œuvre de Wajdi Mouawad est une œuvre démesurée, les directeurs du festival ont voulu souligner son caractère exceptionnel en mettant en scène un événement hors du commun, toute une nuit durant, en pleine Cour d'honneur du Palais des papes...

MICHEL BÉLAIR

Avignon — Semaine caniculaire à Avignon, où s'ouvre ce soir la 63<sup>e</sup> édition du festival de théâtre le plus important de toute la francophonie avec la présentation des trois premières pièces du quatuor *Le Sang des promesses* de Wajdi Mouawad, données en rafale dans le Saint des Saints de la Cour d'honneur du Palais.

La nouvelle version de *Littoral «coupée du tiers environ, et réécrite, retravaillée»* par Mouawad lance le bal, puis, après une pause d'une heure trente durant laquelle les 2000 spectateurs pourront discuter l'affaire en croquant un sandwich, ils assisteront coup sur coup à *Incendies* et, à peine 30 minutes plus tard, à *Forêts*, dans une version comprenant une petite pause d'une quinzaine de minutes avant le lever du jour, le tout devant se terminer autour de 9h demain matin. Durée de l'événement: «environ 11 heures», comme le disait Wajdi Mouawad en souriant légèrement hier matin en conférence de presse au cloître Saint-Louis. Une fabuleuse folie! Une première toutes catégories dans l'histoire d'Avignon, comme dans l'histoire du théâtre au Québec.

Côté cour...

Wajdi Mouawad n'est toutefois pas le

VOIR PAGE A 8: AVIGNON



JEAN-LOUIS FERNANDEZ

Wajdi Mouawad lors d'une répétition tenue dans la Cour des papes.



PETER PARKS AGENCE FRANCE-PRESSE

Une femme ouïghoure est soutenue par ses compagnes après avoir perdu connaissance lors d'une manifestation à Urumqi hier.

Violences au Xinjiang

## Les Hans crient vengeance

ABEL SEGRETIN

Urumqi — «Mort aux Ouïghours, vengeons-nous», hurlait hier après-midi à Urumqi le meneur improvisé d'un large groupe de Hans (Chinois de souche), un hachoir à la main. Ils étaient environ 2000 personnes comme lui à être descendues dans les rues du centre-ville, armées de barres de fer, de pioches, de bâtons, essayant de se frayer un passage à travers les barrières de police qui ont réussi à les disperser après plusieurs heures.

À la révolte des Ouïghours, turcophones musulmans, répond la haine des Hans — chinois — désormais largement majoritaires à Urumqi, la capitale du Xinjiang, ce grand territoire de l'extrême ouest. Employés de bureau, ouvriers, cuisiniers,

VOIR PAGE A 8: OUIGHOURS

À lire aussi en page A 5

■ Du ver à soie au pétrole...

## ACTUALITÉS

Mort des caporaux Audet et Joannette  
Derniers adieux à des  
compagnons d'armes

COLIN PERKEL

Kandahar — Pour une troisième fois en quatre jours, des militaires se sont réunis à l'aérodrome de Kandahar, hier, pour saluer deux camarades morts en mission dans un écrasement d'hélicoptère dont la cause demeure encore indéterminée.

Des centaines de soldats étaient au garde-à-vous pour rendre un dernier hommage au caporal-chef Pat Audet, âgé de 38 ans, et au caporal Martin Joannette, 25 ans, tous deux originaires de la base de Valcartier, près de Québec.

Les cercueils ont été placés à bord d'un avion militaire qui les ramènera au Canada.

Lors de la cérémonie, l'aumônier Martine Bélanger a exprimé la douleur causée par le décès des deux militaires.

«Nous constatons avec douleur combien la vie humaine est à la fois précieuse et si fragile, a-t-elle dit. Nous sommes consternés, nous pleurons nos disparus. Avec courage, nous leur disons ce soir, au revoir.»

Les soldats Audet et Joannette sont morts lundi lorsque l'hélicoptère dans lequel ils se trouvaient s'est écrasé au décollage, à la base d'opérations avancées de Tarnak Va Jaldak, dans la province de Zabul, au nord-est de Kandahar. Un militaire britannique qui se trouvait à bord a aussi perdu la vie.

Une enquête est en cours, mais il a déjà été déterminé que l'écrasement ne s'est pas produit à la suite d'une attaque. L'enquête devra préciser si une erreur humaine ou un bris mécanique est en cause.

Trois autres soldats canadiens qui se trouvaient à bord de l'ap-

pareil ont été blessés, mais ils ont pu s'éloigner par leurs propres moyens du site de l'écrasement, ont indiqué les Forces canadiennes dans un communiqué.

Ces militaires, dont l'identité n'a pas été révélée, ont ensuite été transportés à la base de Kandahar pour être soignés. Deux d'entre eux sont retournés au travail et le troisième est dans un état stationnaire.

Pat Audet, dont il s'agissait de la première mission en Afghanistan, appartenait au 430<sup>e</sup> Escadron tactique d'hélicoptères de Valcartier. Originaire de Montréal, il s'était engagé dans les Forces armées il y a plus de 20 ans. Il laisse dans le deuil son épouse Katherine, ainsi que ses parents.

L'aumônier Bélanger l'a décrit comme un gaillard à la bonne humeur contagieuse.

«Grand bonhomme, d'une stature imposante, il n'aurait jamais fait mal à une mouche, a-t-elle dit. Toujours prêt à venir en aide, il pensait aux autres avant lui-même.»

Martin Joannette, qui effectuait sa troisième mission en sol afghan, faisait partie du 3<sup>e</sup> Bataillon du Royal 22<sup>e</sup> Régiment de Valcartier. Originaire de Saint-Calixte, il s'était engagé en décembre 2001. Le caporal Joannette laisse dans le deuil son épouse, Marie-Eve.

Martine Bélanger a souligné sa générosité et son esprit d'équipe hors du commun.

«Il possédait tout ce qu'il fallait pour remonter le moral de ses camarades, a-t-elle dit. Son sens de l'humour incomparable et spontané faisait de lui un incontournable.»

La Presse canadienne

Isotopes: Chalk River restera  
fermé au moins jusqu'en octobre

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Le réacteur nucléaire de Chalk River restera fermé plus longtemps que prévu, soit au moins jusqu'en octobre et peut-être même jusqu'à la fin de 2009. Une instabilité dans l'approvisionnement en isotopes qui sera «très grave», estime François Lamoureux, président de l'Association des médecins spécialistes en médecine nucléaire du Québec.

Les dirigeants d'Énergie atomique du Canada limitée (EACL), la société de la Couronne qui gère Chalk River, doivent faire le point sur l'état du réacteur aujourd'hui à Toronto. Selon les informations qui circulaient hier soir, les nouvelles ne sont pas bonnes. Plutôt que de rouvrir comme prévu à la fin août, le ré-

acteur pourrait rester fermé pendant encore plusieurs mois.

Depuis le 25 mai, le réacteur nucléaire de Chalk River, près d'Ottawa, est arrêté pour subir des réparations majeures. Chalk River est responsable de la production de 80 % des isotopes médicaux (technétium-99m) du Canada et de 40 % de l'approvisionnement mondial. Les isotopes sont essentiels pour les tests diagnostiques du cancer, notamment du cancer du sein. Ils sont aussi vitaux pour les interventions cardiaques et les hémorragies internes.

Depuis le 25 mai, la communauté médicale a fait de son mieux pour épargner les doses d'isotopes. Par exemple, les interventions non urgentes ont été annulées ou retardées.

Mais le retard à terminer la

réparation du réacteur risque de poser un sérieux casse-tête au système médical, affirme François Lamoureux. «L'impact sera très grave. Ça va causer beaucoup d'instabilité dans les traitements [offerts] aux patients», a-t-il dit au Devoir, lorsque joint hier soir. Au Québec, près de 9500 patients par semaine ont besoin d'isotopes médicaux pour leurs traitements.

Le réacteur des Pays-Bas

La situation va se dégrader dès la semaine prochaine parce que le réacteur Patten, aux Pays-Bas, devra arrêter sa production d'isotopes pendant un mois pour un long entretien (du 18 juillet au 18 août). Ce réacteur avait augmenté sa production pour compenser en partie la fermeture de Chalk River. M. Lamou-

reux prédit que 50 % des traitements nécessitant des isotopes au Québec seront annulés ou reportés pendant ce mois.

Le réacteur Patten sera également arrêté entre janvier et juin 2010 pour des réparations majeures de six mois. «Il faut absolument que Chalk River soit ouvert avant cette période, sinon, ça va être dramatique», soutient François Lamoureux.

Depuis le 25 mai, Ottawa tente de dénicher de nouvelles sources d'approvisionnement en isotopes, mais la récolte est mince, puisque seulement cinq réacteurs dans le monde en produisent. Le Canada a une pénurie constante depuis mai, alors que de 35 à 50 % des besoins ne sont pas comblés.

Le Devoir

## L'ADQ appréhende le «déclin tranquille»

ANTOINE ROBITAILLE

Québec — L'Action démocratique du Québec dénonce la mise sous le boisseau de la «modernisation de l'État» par le gouvernement Charest. Le Devoir révélait hier que, depuis le départ de Monique Jérôme-Forget, non seulement les partenariats public-privé sont-ils remis en question, mais le Conseil du trésor dirigé par Monique Gagnon-Tremblay a décidé de se délester du «secrétariat à la modernisation de l'État» en l'envoyant au ministère des Services gouvernementaux. Le bureau de la ministre Gagnon-Tremblay a insisté en début de semaine pour dire que ce n'était là qu'une décision administrative. Plusieurs sources y

voient toutefois une autre rupture avec l'héritage de la «dame de fer» et les promesses de «réingénierie» du Parti libéral en 2003.

Le critique adéquiste en matière de finances, François Bonnardel, a dénoncé hier ce qu'il a présenté comme «une autre promesse abandonnée des libéraux». Après avoir remplacé le mot «réingénierie» par «modernisation», le gouvernement libéral a carrément abandonné cet objectif. Sous les libéraux, le nombre de fonctionnaires aurait diminué. «Or, au début, en 2003, il y avait 498 000 inscrits à la CARRA [Commission administrative des régimes de retraite et d'assurance]. Aujourd'hui, on se retrouve avec 538 000 employés, selon les derniers relevés!» M. Bon-

nardel s'interroge: «Je voudrais bien qu'on m'explique comment, avec le supposé principe d'attrition dont ils parlent tout le temps [de remplacer un départ à la retraite sur deux, mesure phare de la «modernisation"], on en arrive avec une augmentation de près de 40 000 fonctionnaires dans leurs mandats!»

Il soutient que Jean Charest «n'offre plus rien comme régime minceur à l'État». Mais dans son budget, le gouvernement n'a-t-il pas promis de réduire de 1,3 % le taux de croissance de ses dépenses? M. Bonnardel le reconnaît, mais il a du mal à croire le gouvernement. «En tout cas, je ne sais pas où il compte couper un milliard dès l'an prochain. Qu'il nous le dise! Pour l'instant, il n'a

pas l'air sérieux.» L'adéquiste souligne que les dépenses de l'État ont crû de 4,5 à 4,6 % chaque année dans les derniers budgets. Or, dans ses prévisions budgétaires, le gouvernement annonce des augmentations de 3,2 % seulement. Avec les négociations dans le secteur public, où les fonctionnaires vont réclamer des augmentations, M. Bonnardel prédit que le gouvernement n'aura d'autre choix que de violer cet engagement. «Mais c'est une habitude chez eux!», dit l'adéquiste, qui craint qu'ainsi le Québec ne s'engage dans le «déclin tranquille», formule qu'il emprunte au discours du péquiste démissionnaire François Legault.

Le Devoir

SE SENTIR CHEZ SOI,  
PARTOUT OÙ L'ON VA.

STAR ALLIANCE



## AÉROPLAN

Accumulez des milles Aéroplan<sup>MD</sup> pour chaque vol, avec le meilleur programme pour grands voyageurs au Canada.

AUCUNS FRAIS  
DE RÉSERVATION

Effectuez votre réservation par téléphone ou en ligne. Nos agents seront heureux de vous aider, et ce, sans frais supplémentaires.

## RÉSEAU

Notre réseau nord-américain et mondial vous donne accès à plus de vols quotidiens que n'importe quelle autre compagnie aérienne au Canada.

## DIVERTISSEMENT

Émissions de télévision, musique et films gratuits sur demande à chaque siège.

Laissez-nous vous y mener avec nos tarifs exceptionnels.

DESTINATIONS INTERNATIONALES : LES TARIFS SONT BASÉS SUR UN ALLER SIMPLE ET SONT ASSUJETTIS À L'ACHAT D'UN BILLET ALLER-RETOUR AU DÉPART DE MONTRÉAL. DERNIÈRES DATES DE DÉPART TEL QU'INDIQUÉ CI-DESSOUS. LES TARIFS INDIQUÉS N'INCLUENT PAS LE SUPPLÉMENT DES FRAIS DE CARBURANT, QUI PEUT ALLER JUSQU'À 165 \$ PAR ALLER SIMPLE.

LONDRES  
25 SEPT. - 12 DÉC. 2009

214 \$

PARIS  
13 OCT. - 10 DÉC. 2009  
5 JANV. - 28 FÉVR. 2010

240 \$

SÃO PAULO  
8 JUILL. - 11 DÉC. 2009

252 \$

FRANCFORT<sup>2</sup>  
13 OCT. - 10 DÉC. 2009  
5 JANV. - 14 MAI 2010

294 \$

MADRID  
13 OCT. - 10 DÉC. 2009

298 \$

ROME  
17 OCT. - 10 DÉC. 2009

298 \$

ZURICH<sup>1</sup>  
GENÈVE<sup>1</sup>  
9 OCT. - 7 DÉC. 2009  
8 JANV. - 31 MAI 2010

299 \$

TOKYO  
1<sup>er</sup> SEPT. - 15 DÉC. 2009

349 \$

SANTIAGO  
18 AOÛT - 29 NOV. 2009

350 \$

BEIJING  
SHANGHAI  
1<sup>er</sup> SEPT. - 15 DÉC. 2009

353 \$

HONG KONG  
1<sup>er</sup> SEPT. - 15 DÉC. 2009

400 \$

SYDNEY, AUSTRALIE  
22 SEPT. - 8 DÉC. 2009

759 \$

Voilà un aperçu de nos exceptionnels tarifs internationaux. Pour effectuer une réservation sans frais, rendez-vous sur aircanada.com ou appelez-nous au 1 888 247-2262. Ou encore, appelez votre agent de voyages.

L'offre prend fin le 15 juillet 2009, à moins d'avis contraire.

aeroplan Le plaisir en primes  
DEPUIS 25 ANS

aircanada.com

## ACTUALITÉS

MICHAEL JACKSON

29 AOÛT 1958 – 25 JUIN 2009



Une cérémonie durant laquelle les hommages au défunt se sont multipliés, tel celui rendu par la chanteuse et actrice Queen Latifah.

GABRIEL BOUYS REUTERS

## Adieux planétaires au « roi de la pop »

Des millions de personnes se joignent à l'hommage rendu au chanteur

Hommages émus entrecoupés de chansons douces, souvenirs personnels succédant aux témoignages d'admiration: la cérémonie publique d'adieu à Michael Jackson au Staples Center de Los Angeles, retransmise en direct dans le monde entier, a pris hier la forme de louanges recueillies en mots et en musique, assez éloignée du show spectaculaire que nombre d'admirateurs attendaient.

JESSE WASHINGTON

Los Angeles — Face au cercueil du « roi de la pop » placé sur le devant de la scène, quelques moments forts ont jalonné ces deux heures et demie de cérémonie commémorative devant une salle archicomble de 20 000 spectateurs et des millions de téléspectateurs partout dans le monde: les souvenirs de son amie de cœur Brooke Shields, les mots d'adieu de Stevie Wonder et de Lionel Richie, le cri d'amour et les larmes de sa fille Paris en clôture de l'hommage.

Et une image forte aussi: celle des frères Jackson, côte à côte au premier rang du Staples, tout de noir vêtus, lunettes noires, cravate jaune, rose rouge à la boutonnière et... gant pailleté blanc à la main droite, un clin d'œil à l'accessoire de scène fétiche de Michael.

La cérémonie a commencé par la lecture d'un message de Diana Ross, l'amie proche qui avait préféré se tenir à l'écart, suivi d'un autre de Nelson Mandela. Elle s'est achevée sur les



L'arrivée du cercueil au Staples Center de Los Angeles

KEVORK DJANSEZIAN REUTERS

quelques mots aussi poignants qu'inattendus de la jeune Paris à son «papa».

«Je voulais juste dire que, depuis que je suis née, papa a été le meilleur père qu'on puisse imaginer. Je voulais juste dire que je l'aimais tant», a déclaré la fillette de 11 ans, aux cheveux longs châtains, avant de fondre en larmes dans les bras de sa tante Janet.

Pas de moonwalk, pas de danseurs, pas de reprises endiablées des tubes du «roi de la pop». L'hommage se voulait recueilli, sombre, émouvant, élogieux, à l'image d'une famille en deuil pleurant la disparition prématurée de l'enfant prodige.

La première surprise de cet hommage matinal à Los Angeles a été l'annonce de la présence du cercueil au Staples. Après de longues minutes où la scène est restée vide et noire, les projecteurs se sont enfin allumés sur un groupe de chanteurs qui ont entonné un gospel alors que le cercueil en or couvert de fleurs rouges de la superstar faisait son entrée sur le devant de la scène.

Quelques grands noms ont défilé au micro, même si de grands absents, chers pourtant au cœur de Michael Jackson, tels Quincy Jones, Diana Ross ou Liz Taylor, n'avaient pas souhaité prendre

part à cet événement archimédiatisé, quasi planétaire.

Un moment d'émotion est venu de Brooke Shields, l'amie de cœur des jeunes années, qui, au bord des larmes, a évoqué des souvenirs personnels communs à Michael Jackson et elle, leurs parties de rire, son amitié complice avec le «petit prince». L'actrice a cité un passage de la chanson *Smile* — la préférée a-t-elle dit de Michael Jackson — qui appelle à sourire même quand on a le cœur brisé. Dans la foulée, Jermaine Jackson, le plus célèbre des frères, la voie parfois nouée de chagrin, a interprété *Smile*,

écrite par Charlie Chaplin pour son film *Les Temps modernes*.

Des chansons aux titres de circonstance sont venues ponctuer la cérémonie. Ainsi Stevie Wonder, vêtu de noir et de lunettes noires aux branches rouge vif, a interprété au piano son *Never Dreamed You'd Leave in Summer* (*Je n'aurais jamais imaginé que tu partirais en été*). Michael Jackson est décédé le 25 juin à l'âge de 50 ans. «C'est un moment que j'aurais aimé ne pas avoir à vivre», a lancé le chanteur aveugle.

Ce sont aussi Usher venu chanter *Gone Too Soon* (*Parti trop tôt*), Jennifer Hudson *Will You Be There* (*Seras-tu là?*) ou le duo Mariah Carey-Trey Loenz interprétant, comme une réponse, une version de *I'll Be There* (*Je serai là*) des Jackson-5.

Dans la tonalité gospel qui avait ouvert la cérémonie, une autre légende de la chanson, Lionel Richie, tout de noir vêtu, mais qui avait accroché au revers de sa veste de smoking une rose jaune et une pochette rouge, a chanté *Jesus Is Love*. À la guitare, le musicien John Mayer a interprété *Human Nature*, tirée de l'album *Thriller*. À la fin, les invités et la famille du chanteur — y compris ses enfants — sont montés sur scène pour interpréter collectivement les tubes *We Are the World* et *Heal the World*.

Des hommages en mots, aussi, se sont succédés sur la scène du Staples. Le producteur Berry

Gordy, fondateur de Motown, le label mythique de la musique soul et noire, a salué «manifestement le plus grand artiste qui ait jamais vécu», malgré «certains moments tristes et peut-être certaines décisions discutables de sa part».

Le révérend Al Sharpton a déclamé un hommage à la manière d'un sermon enflammé. Les basketteurs Kobe Bryant et Magic Johnson, visiblement émus, sont montés, côte à côte, sur scène pour dire quelques mots. Martin Luther King III et Bernice A. King, enfants de Martin Luther King, ont également tenu à saluer la mémoire du chanteur.

Cet hommage public avait été précédé d'une cérémonie funéraire privée à laquelle ont assisté la famille et quelques proches, au célèbre cimetière Forest Lawn d'Hollywood. Les télévisions ont pu retransmettre en direct les images étonnantes du trajet du corbillard entre le cimetière et le Staples sur une immense autoroute totalement déserte, car fermée à la circulation pour l'occasion malgré l'heure de pointe matinale dans la mégapole de Californie.

L'hommage public était retransmis en direct par les télévisions du monde entier, ce qui permettait un auditoire potentiel de plusieurs centaines de millions de téléspectateurs dans le monde.

Associated Press



«Je voulais juste dire que je l'aimais tant»

— Paris, la fille de Michael Jackson

## ACTUALITÉS

## EN BREF

## Sursis à Attractions hippiques

L'entreprise Attractions hippiques, qui gère les hippodromes du Québec, pourra demeurer sous la protection de la Loi sur les arrangements avec les créanciers jusqu'au 24 août. Sans plus d'explications, la juge Chantale Corriveau s'est ainsi prononcée hier sur la demande du syndic responsable du dossier, qui souhaitait qu'on prolonge jusqu'au 31 juillet la protection dont bénéficie l'entreprise en vertu de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies. Ce délai allait permettre à Attractions hippiques et à son propriétaire, le sénateur libéral Paul Massicotte, de sceller une entente jugée acceptable avec un acquéreur potentiel. Ce jugement est dénoncé par les hommes de chevaux (propriétaires, éleveurs et autres entraîneurs). M<sup>r</sup> Daniel Des Aulniers, l'un des avocats qui les représentent, ne croit pas qu'il y ait d'offres sérieuses. « Il n'y en a pas, d'acheteurs! Pendant ce temps, M. Massicotte suture 6,7 millions tous les mois. Ça fait un an qu'il ne fait plus de courses », a dit M<sup>r</sup> Des Aulniers. « La juge n'a pas dit pourquoi elle avait pris cette décision et c'est ce qui fait qu'on est courroucés », a-t-il ajouté. — *Le Devoir*

## Le Canada craint pour une de ses ambassades

Ottawa — Des documents internes indiquent que le Canada est inquiet de voir son ambassade à Mexico devenir une cible privilégiée de manifestants insatisfaits des pratiques d'entreprises minières canadiennes. Selon ces documents, les groupes de protestataires ont commencé à porter leurs doléances aux portes de l'ambassade. On y écrit qu'il est hautement probable que l'ambassade soit de plus en plus mêlée aux conflits entre les minières canadiennes et leurs opposants en raison de la croissance des activités canadiennes. Selon le gouvernement mexicain, les firmes canadiennes représentent les trois quarts des compagnies minières étrangères dans le pays. L'ambassade devient ainsi un point de mire pour les manifestants qui accusent les compagnies minières d'être irresponsables sur les plans environnemental et social. — *La Presse canadienne*

Richard Carson Reuters  
Julie Payette

## Julie Payette s'envolera samedi

Longueuil — L'Agence spatiale canadienne a confirmé hier que la nouvelle date fixée pour le lancement de la navette spatiale Endeavour est samedi prochain, le 11 juillet, à 19h39. Le décollage de la mission STS-127 a été annulé deux fois, le mois dernier, en raison d'une fuite du réservoir de carburant. Cette envolée emportera l'astronaute canadienne Julie Payette pour une deuxième fois dans l'espace. L'agence canadienne rappelle que, lors de cette mission, Julie Payette fera fonctionner trois bras robotiques, soit le Canadarm de

la navette, le Canadarm2 de la station et le bras japonais du module Kibo. — *La Presse canadienne*

## Du phoque au menu des élus

Îles de la Madeleine — De la viande de loup marin sera ajoutée au restaurant du parlement à Ottawa, à compter du printemps 2010. Judson Simpson, chef exécutif de la colline parlementaire, a indiqué vouloir s'approvisionner en charcuteries et en filets de dos de loup marin. Cette décision, accordée à titre d'essai, tient son origine d'une proposition conjointe des députés Raynald Blais de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et de son collègue Michel Guimond, de Montmorency-Charlevoix-Haute-Côte-Nord. Pour M. Blais, cette façon de faire permettra d'améliorer la perception des gens envers l'industrie de la chasse aux phoques. Cette nouvelle entrée au menu est reçue avec optimisme par le boucher et chasseur de loup marin des Îles de la Madeleine, Réjean Vigneau. Il croit que la dégustation organisée ce printemps, sur la colline parlementaire, n'est pas étrangère à cette décision. — *La Presse canadienne*

## Expertise réunie

Les parents qui ont un enfant autiste ou atteint d'un trouble envahissant du développement pourront bénéficier de l'expertise d'un nouveau centre créé par l'hôpital Rivière-des-Prairies et le CHU Sainte-Justine. Le nouveau Centre d'excellence en troubles envahissants du développement de Montréal (CETEDUM) réunira ainsi l'expertise des deux centres hospitaliers, et ce, dans les domaines de la recherche et de l'enseignement, mais aussi dans le domaine clinique. Et ce centre, dont la mise sur pied a été officialisée hier par la signature d'une entente entre les institutions concernées, pourra desservir tout le Québec. Éventuellement, le centre entend devenir un guichet unique et n'avoir qu'une liste d'attente unique pour les services. De plus, le centre s'occupera de la formation pour les professionnels et les médecins, offrant un programme de formation médicale continue pour les psychiatres et les pédiatres. Il élaborera également un réseau de recherche avec des spécialistes des maladies du cerveau. — *La Presse canadienne*

H1N1 fait une 15<sup>e</sup> victime au Québec

Québec — Une quinzième personne est décédée de la grippe A(H1N1) au Québec. Les autorités médicales ont également confirmé six nouveaux cas de grippe porcine dans la province. Le bilan s'établit maintenant à 2187 personnes infectées par le virus depuis le début de l'éclatement en avril. Les symptômes de la grippe A(H1N1) sont similaires à ceux de la grippe saisonnière, mais les personnes qui présentent des symptômes plus sévères, ou des de l'essoufflement ou des douleurs thoraciques, devraient solliciter une évaluation médicale. Pour réduire la propagation du virus, la Santé publique recommande de suivre des moyens simples d'hygiène, comme le lavage des mains fréquemment et de tousser ou d'éternuer dans le pli du coude ou le haut de l'épaule plutôt que dans ses mains. — *La Presse canadienne*

Le Conseil de sécurité de l'ONU maintient son nom sur la liste des personnes interdites de vol

## Abdelrazik demande des comptes

Le Montréalais comparait devant le juge qui a ordonné son retour

Abousfian Abdelrazik est de retour au pays, mais il n'est pas au bout de ses peines. Toujours soupçonné d'affiliation terroriste par le Conseil de sécurité de l'ONU, le Montréalais d'origine soudanaise veut obliger le Canada à lui rendre des comptes.

BRIAN MYLES

Après six ans d'exil forcé au Soudan, Abousfian Abdelrazik est de retour à Montréal avec l'intention ferme de laver son honneur et de faire payer les responsables de ses malheurs.

Abdelrazik, 47 ans, s'est présenté hier devant le juge de la Cour fédérale Russel Zinn, qui a ordonné le 4 juin dernier son rapatriement au Canada. « Je suis content de vous voir ici. Bienvenue chez vous », a dit le juge Zinn.

Abdelrazik n'a pas été autorisé à s'adresser directement à la Cour. Lors d'un bref point de presse, il a exprimé le souhait de « reprendre une vie normale » avec sa famille à Montréal.

« Je suis très content parce que six années de souffrance sont terminées pour ma famille et moi. Je veux que les gens qui ont joué un rôle dans cette affaire affrontent la justice, pas parce que je veux obtenir vengeance, mais parce que je ne veux pas que cela arrive à aucun autre citoyen canadien », a-t-il commenté.

Son avocat, Yavar Hameed, n'exclut pas la possibilité de poursuivre le gouvernement du Canada pour son rôle dans cette affaire. Abousfian Abdelrazik a été arrêté en 2003 lors d'un voyage dans son pays d'origine, le Soudan, où il rendait visite à sa mère malade. Soupçonné d'appartenir au réseau al-Qaïda, il a été interrogé et torturé par des agents soudanais. Durant sa captivité, des agents du Service canadien de renseigne-



Abousfian Abdelrazik en compagnie de ses avocats à son arrivée au palais de justice.

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

ment de sécurité (SCRS) l'ont aussi questionné.

Le ministère de la Justice du Soudan, le SCRS et l'unité antiterroriste de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) ont finalement reconnu qu'il n'existait aucune preuve de son implication dans la nébuleuse al-Qaïda.

Une fois remis en liberté, Abdelrazik s'est terré pendant 13 mois à l'ambassade du Canada à Khartoum par crainte d'être arrêté et torturé de nouveau. Comme il figure sur la liste noire des personnes interdites de vol par le Conseil de sécurité de l'ONU, à l'instigation des États-Unis, Abdelrazik ne pouvait rentrer au pays sans l'assistance du ministère des Affaires étrangères.

Or le gouvernement Harper a multiplié les embûches et renié ses promesses pour compromettre son retour au Canada, jusqu'à ce que le juge Zinn

ordonne récemment au ministre des Affaires étrangères de prendre toutes les mesures nécessaires pour le rapatrier.

Dans les prochaines semaines, Abdelrazik et ses avocats ont l'intention de solliciter une rencontre avec le ministre des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, et son homologue à la Sécurité publique, Peter Van Loan, afin que son nom soit retiré de la liste noire du Conseil de sécurité de l'ONU, une liste qualifiée de

kafkaïenne par le juge Zinn. « Le gouvernement a le pouvoir de faire certaines démarches. Nous voulons savoir si la volonté existe », a dit M<sup>r</sup> Hameed.

Abousfian Abdelrazik aura de la difficulté à reprendre une vie normale aussi longtemps que son nom figurera sur cette liste noire. Quiconque lui procure une assistance matérielle est passible d'une accusation criminelle. Dans ce contexte, il lui

« Je suis bien content de vous voir ici. Bienvenue chez vous! »

— Le juge Russel Zinn

## Une fédéraliste notoire dirigera la campagne électorale de Louise Harel

JEANNE CORRIVEAU

Louise Harel a décidé de confier à une libérale le soin d'orchestrer sa campagne électorale, a appris *Le Devoir*. À compter du 20 juillet, Irène Marcheterre deviendra la directrice de campagne de l'ex-ministre péquiste et candidate à la mairie de Montréal.

Ex-porte-parole de la section québécoise du Parti libéral du Canada au Québec au cours des campagnes électorales de 2004 et de 2006 et ancienne attachée de presse du ministre libéral des Transports, Jean Lapierre, Mme Marcheterre occupe depuis le mois de septembre le poste de directrice de cabinet du chef de l'opposition, Benoit Labonté. En prenant les rênes de la campagne électorale de Mme Harel, elle devient du même coup directrice générale de Vision Montréal et succédera à Joachim Normand, qui avait été nommé à cette

fonction en avril dernier lorsque Benoit Labonté dirigeait le parti.

La nomination de Mme Marcheterre devrait être entérinée par le comité exécutif de Vision Montréal au cours de la prochaine semaine. La nouvelle directrice de campagne bénéficiera d'un congé sans solde du bureau de l'opposition jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre, question de « faire les choses en toute transparence », a indiqué hier Mme Marcheterre. Quant à Joachim Normand, il ira rejoindre Benoit Labonté au bureau de l'opposition à l'hôtel de ville.

Fédéralistes et souverainistes se côtoieront donc dans l'équipe de Mme Harel puisque celle-ci vient de recruter Nicolas Brisson, attaché de presse des députés bloquistes à Ottawa et ex-attaché politique de la députée péquiste Elsie LeFebvre. M. Brisson occupera les fonctions de directeur de l'organisation de la campagne électo-

rale de Mme Harel.

Au niveau municipal, les allégeances politiques importent peu, insiste Mme Marcheterre. « Mme Harel l'a déjà dit en conférence de presse: à Montréal, il n'y a pas de débat souverainistes-fédéralistes, libéraux-péquistes. On est une coalition arc-en-ciel », soutient-elle.

Mme Marcheterre a déjà participé à une campagne électorale municipale puisqu'en 2001 elle avait été bénévole dans l'équipe de Pierre Bourque, alors chef de Vision Montréal et candidat à la mairie.

Dans le camp d'Union Montréal, c'est Richard Mimeau qui dirige l'organisation de la campagne de Gérald Tremblay. M. Mimeau a lui aussi des racines libérales puisqu'il a travaillé au sein de divers cabinets politiques, tant à Québec qu'à Ottawa, notamment auprès de Jean Lapierre et de Paul Martin, alors que celui-ci était ministre des Finances.

Union Montréal vient d'ailleurs de recruter un ancien directeur général de Vision Montréal en la personne de Giulio Maturi. Entré en fonction en octobre 2008 à Vision Montréal, M. Maturi avait démissionné en mars dernier. Il s'occupera des dossiers touchant les communautés culturelles dans l'équipe électorale de M. Tremblay. « Nous sommes très contents de l'avoir », a indiqué hier Geneviève Hinse, directrice des communications d'Union Montréal.

Du côté de Projet Montréal, l'organisation de la campagne du chef Richard Bergeron a été confiée au représentant officiel du parti, Craig Sauvée. « On a un système moins hiérarchique que les autres », note Emilie Thuillier, attachée politique de M. Bergeron. On essaie de travailler par consensus dans l'équipe. »

Le Devoir

## Une ministre de Stephen Harper aurait été punie pour avoir soutenu les fêtes de la fierté gaie de Toronto

KARINE FORTIN

Ottawa — La ministre d'État au Tourisme, Diane Ablonczy, aurait été délestée d'une partie de ses responsabilités après avoir autorisé une subvention de 400 000 \$ aux fêtes de la fierté gaie de Toronto, d'après un député conservateur de la Saskatchewan cité dans un site Internet voué à la défense des valeurs familiales.

Selon Brad Trost, qui représente la circonscription de Saskatoon-Humboldt, la décision de financer la Gay Pride de la Ville reine a surpris et choqué plusieurs membres du caucus gouvernemental, ainsi que des proches de Stephen Harper.

Elle serait d'ailleurs directement responsable de la démission de Mme Ablonczy, à qui l'on a récemment retiré la responsabilité du Programme de manifestations touristiques de renom (PMTN), créé dans le dernier budget et doté d'une enveloppe de 100 millions de dollars sur deux ans.

M. Trost, qui en est à son troisième mandat au fédéral, considère que Mme Ablonczy a commis une erreur en appuyant au nom du gouvernement un événement où la nudité et la sexualité sont mises à l'avant-plan.

« La communauté pro-vie et pro-famille devrait savoir et comprendre que le fait de financer la Gay Pride de Toronto n'est pas une politique gouvernementale

et n'a pas le soutien d'une large majorité de députés. C'est une décision isolée », a-t-il déclaré au site [www.lifetimesnews.com](http://www.lifetimesnews.com).

Ce portail Internet dit faire la promotion des valeurs « judéo-chrétiennes » et s'oppose entre autres à l'avortement, au mariage entre conjoints de même sexe et à la recherche sur les cellules souches.

Ni M. Trost ni Mme Ablonczy n'ont fait de commentaires aux médias nationaux hier.

## Inquiétudes

L'attaché de presse du ministre de l'Industrie, Tony Clement, a assuré que la ministre d'État n'avait pas perdu son poste. Il a toutefois confirmé que c'est son patron qui s'occu-

perait désormais de distribuer les sommes du PMTN.

Le porte-parole a expliqué que la suspension des travaux parlementaires pour l'été lui en laissait le temps.

Le cabinet du ministre refuse de faire un lien entre ce changement de capitaine et les fonds octroyés au festival.

Le changement de garde à la tête du PMTN inquiète néanmoins certains organismes culturels, qui attendent toujours la confirmation de leur subvention. C'est entre autres le cas du festival Divers/Cité de Montréal, qui célébrera la fierté gaie en musique et en spectacles à partir du 26 juillet.

Le Devoir

**Vous avez des droits nous pouvons vous aider**

**Yves Ménard**  
A v o c a t

Vieux-Montréal

514.861.0469

# LE MONDE



Un membre de la communauté han d'Urumqi, armé d'une barre de fer, lisait hier un discours du secrétaire du PCC du Xinjiang.

Le Xinjiang

## Du ver à soie au pétrole...

PHILIPPE GRANGEREAU

Territoire grand comme trois fois la France, le Xinjiang dispose de très importantes réserves de gaz et de pétrole qui représentent un enjeu stratégique majeur pour Pékin.

C'est là que passait la «route de la soie», voie commerciale ouverte vers le premier siècle avant Jésus-Christ, entre le monde chinois et le monde méditerranéen. La région est un carrefour de civilisations, où se sont croisés l'islam, le bouddhisme, le nestorianisme, le manichéisme, au gré des caravanes commerciales traversant ces zones arides ou étaient parlées des dizaines de langues.

Au cœur de l'Asie centrale, ce Turkestan chinois fait partie de la civilisation turcophone qui relie, sur plus de 5000 kilomètres, la Turquie à la Mongolie. Les Chinois de

Peuple turcophone, les Ouighours parlent généralement mal le chinois. La langue ouïghoure, parlée par 15 millions de personnes, s'écrit en alphabet cyrillique et en arabe. Avant d'adopter l'islam, les Ouighours ont été au fil des siècles chamanistes, manichéens, chrétiens nestoriens, et bouddhistes — religions qui colorent aujourd'hui encore leurs pratiques musulmanes. La diaspora ouïghoure, relativement peu nombreuse, est éclatée entre le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, la Turquie, l'Allemagne et les États-Unis.

### L'indépendance ?

Les Ouighours sont parvenus à deux reprises, en 1933, puis en 1944-49, à établir une «République du Turkestan oriental». Dans les années 1960-70, en plein conflit sino-soviétique, Moscou a apporté son soutien à un mouvement indépendantiste du Turkestan oriental. Dans les années 80-90,

Avant d'adopter l'islam, les Ouighours ont été au fil des siècles chamanistes, manichéens, chrétiens nestoriens, et bouddhistes

souche, qui ne constituaient que 6 % des habitants au moment de sa conquête par les armées communistes de Mao en 1949, représentent aujourd'hui 40 % de la population (19 millions d'habitants) de ladite «région autonome». Les huit millions d'Ouighours musulmans, 45 % de la population, vivent concentrés à l'extrême ouest, autour de Kashgar, près de la frontière afghane et pakistanaise.

### Depuis quand ?

L'implantation chinoise au Xinjiang est néanmoins très ancienne puisqu'un ambassadeur han qui passa en l'an 938 à Khotan, une ville du sud du Xinjiang la décrit comme étant purement chinoise (1). La Chine n'a toutefois exercé qu'un contrôle épisodique sur le Xinjiang, même après sa conquête par la dynastie mandchoue Qing, en 1884, qui a rebaptisé Xinjiang (nouvelle frontière) l'ancien Turkestan oriental. Il a fallu attendre l'invasion de 1949 pour que Pékin s'impose. Il l'a fait avec la même brutalité qu'au Tibet, en tentant dans les années 1960 d'éliminer les pratiques religieuses, transformant même certaines mosquées en porcheries.

Après une période de relative tolérance à partir de 1980, la Chine a de nouveau imposé des restrictions à la pratique religieuse, surtout après les attentats du 11-Septembre 2001, qui ont servi de prétexte à une répression accrue. Pékin assimile les indépendantistes à des auxiliaires d'al-Qaïda. Le pouvoir chinois bride aussi l'enseignement de la langue ouïghoure, qui ne serait plus autorisée dans les écoles selon l'opposition ouïghoure.

Qui sont les Ouighours ?

### La Chine y tient

Pour Pékin, le Xinjiang est une «partie inaliénable» du territoire chinois. C'est là, dans le désert du Lop Nor, en 1964, que la Chine a fait exploser la première bombe atomique. Ce territoire qui recouvre le sixième de la superficie du pays, regorge d'hydrocarbures, de gaz naturel et de matières premières dont la Chine a un besoin essentiel pour son développement. C'est pourquoi, coûte que coûte, elle ne relâchera jamais son emprise.

(1) L'Asie centrale, Jean-Paul Roux, Fayard, 1997.

Construire sur les ruines de la guerre froide

## Obama tend la main aux Russes

Le président américain plaide la cause de l'État de droit

LAURENT LOZANO

Moscou — Le président américain, Barack Obama, a tendu la main aux Russes hier, leur offrant une nouvelle ère de coopération sur les ruines de la guerre froide, tout en affirmant la nécessité du respect des règles de la démocratie.

Au lendemain d'un accord avec le président russe, Dmitri Medvedev, sur la réduction des arsenaux nucléaires, M. Obama a poursuivi ses consultations avec son homologue, mais aussi avec le premier ministre, Vladimir Poutine, avant de quitter Moscou ce matin pour l'Italie et le sommet des pays industrialisés.

Mais, plus qu'aux gouvernants, c'est à la société russe qu'il s'est adressé hier, à la fois dans un grand discours devant la Nouvelle école économique, qui forme une partie des futures élites russes, à l'occasion d'un sommet de représentants de la société civile ou encore d'une rencontre avec des dirigeants de l'opposition, pour les appeler à remettre les relations à zéro et à surmonter les vieilles conceptions d'un «jeu à tout ou rien» entre les États-Unis et la Russie.

«Cela doit être plus qu'un nouveau départ entre le Kremlin et la Maison-Blanche, même si cela aussi est important. Cela doit être un effort soutenu entre les peuples américain et russe pour identifier les intérêts communs, étendre le dialogue et la coopération et paver la voie du progrès», a-t-il déclaré devant la Nouvelle école économique.

### Nouvelle génération

M. Obama effectuait sa première visite en Russie en tant que président, destinée précisément à rompre avec des tensions qui, à la fin de la présidence de George W. Bush, ont renvoyé aux décennies de paix armée entre les deux puissances.

Dans ce discours exposant sa



Le président Obama en compagnie de son homologue russe, Dmitri Medvedev, hier à Moscou.

vision de l'avenir devant les représentants de la «dernière génération née quand le monde était divisé», M. Obama s'est livré à un exercice délicat.

Il a exprimé son «profond respect pour l'héritage immémorial

«Que les choses soient claires dès le départ: l'Amérique veut une Russie qui soit forte, pacifique et prospère»

de la Russie», cité Pouchkine, exalté le sacrifice soviétique pendant la Seconde Guerre mondiale, et s'est employé à ne pas prêter le flanc au reproche souvent fait en Russie aux Américains de se poser en donneurs de leçons.

Mais il a aussi entendu ceux qui le pressaient de ne pas occulter les sujets qui fâchent: il a

appelé au respect des règles de la démocratie, il a pressé le gouvernement russe de combattre la corruption dans l'économie et de respecter la souveraineté des anciennes républiques de l'URSS comme la Géorgie et l'Ukraine.

### Le peuple

«La courbe de l'histoire nous montre que les gouvernements qui sont au servi-

ce du peuple survivent et prospèrent, pas les gouvernements qui ne sont au service que de leur propre puissance», a-t-il dit. Mais «que les choses soient claires dès le départ: l'Amérique veut une Russie qui soit forte, pacifique et prospère», a-t-il dit.

Il a exposé la multitude des intérêts communs. Il a appelé une Russie jusqu'alors réticente

à s'allier aux efforts américains face aux défis nucléaires iraniens et nord-coréens.

Tous «ces défis réclament un partenariat mondial, et ce partenariat sera plus fort si la Russie occupe le rang de grande puissance qui doit être le sien», a-t-il dit.

Il a opposé cette vision à celle du XX<sup>e</sup> siècle dans laquelle «les États-Unis et la Russie [étaient] voués à être antagonistes» ou à celle du XIX<sup>e</sup> siècle dans laquelle ils étaient condamnés à «rivaliser pour des sphères d'influence».

Remettre les relations à zéro «ne sera pas facile», a-t-il convenu. Mais «les temps où des empires pouvaient manipuler des États souverains comme les pièces d'un jeu d'échecs sont révolus», comme quand Roosevelt, Churchill et Staline pouvaient redessiner le monde en une rencontre, a-t-il dit.

Agence France-Presse

## Légère ouverture du régime hondurien

Le président du Costa Rica, Oscar Arias, accepte le rôle de médiateur

Tegucigalpa — Le régime en place depuis le coup d'État au Honduras a donné des gages à la communauté internationale hier, en envisageant notamment un retour au pays du président évincé Manuel Zelaya, parti à Washington pour rencontrer la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton.

La Cour suprême du Honduras a en effet déclaré hier matin que M. Zelaya, destitué et exilé le 28 juin, serait autorisé à rentrer dans son pays si le Congrès national l'amnistie. Dans ce cas, M. Zelaya ne serait plus poursuivi pour les chefs d'accusation «politiques», comme la haute trahison, qui lui vaut à l'heure actuelle d'être menacé d'arrestation s'il revient au Honduras. En revanche, le président déchu, qui est aussi accusé de corruption, devrait toujours répondre d'autres délits devant la justice ordinaire.

Le Congrès pourrait prendre une telle décision dans le cadre de négociations avec la communauté internationale, a souligné le porte-parole de la Cour.

Peu après cette annonce, le président Roberto Micheletti, désigné par le Congrès à la place de M. Zelaya, a indiqué que son homologue du Costa Rica et Prix Nobel de la Paix, Oscar Arias, avait accepté un rôle de médiateur pour trouver une solution à la crise. Tous les interlocuteurs sont d'accord: MM. Arias et Zelaya, Roberto Micheletti, sans oublier la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton.

Une première réunion de médiation est programmée pour demain au Costa Rica, a

annoncé le président évincé qui a également envoyé une délé-



L'armée hondurienne est toujours omniprésente dans les rues de Tegucigalpa.

Manuel Zelaya à une radio du Honduras.

Dans le même temps, M. Zelaya, est allé à Washington pour demander à Mme Clinton un soutien accru des États-Unis. Au lendemain de sa destitution, le président Barack Obama a déclaré que M. Zelaya était «toujours président du Honduras» et que le coup d'État n'était «pas légal». Washington a également annoncé le 1<sup>er</sup> juillet la suspension de ses activités militaires avec le Honduras, où des effectifs américains sont stationnés sur la base aérienne de Soto Cano, à 80 km de la capitale. Mais l'incertitude et les rumeurs sur le rôle de Washington ont plané au Honduras après le coup d'État et dans les jours qui l'ont précédé.

Les nouvelles autorités honduriennes, qui ont décrété le couvre-feu et ont suspendu plusieurs libertés fondamentales,

gation à Washington pour tenter de convaincre qu'elles n'ont pas perpétré un coup d'État, mais ont procédé à une «succession constitutionnelle».

Jusqu'ici, leur campagne en ce sens est restée vaine et M. Zelaya bénéficie d'un large soutien de la communauté internationale, de l'ONU à l'Union européenne en passant par l'Organisation des États américains (OEA), qui a exclu ceux qui l'ont destitué.

Le Haut commissariat de l'ONU pour les droits de l'homme s'est encore inquiété hier du «recours excessif à la force» contre les partisans de Zelaya.

Deux d'entre eux ont été tués par balle dimanche quand ils l'attendaient en cortège à l'aéroport, où il n'a finalement pas pu atterrir.

Agence France-Presse et Reuters

## Vague de protestations au Pérou

Lima — Une vaste mobilisation sur trois jours, ponctuée de grèves et de manifestations, a débuté hier au Pérou dans la foulée de la crise avec la communauté indigène d'Amazonie. La démission du premier ministre, mais aussi des revalorisations salariales, figurent parmi les revendications.

Hier, des axes routiers stratégiques du Pérou, dont la Panaméricaine nord-sud, ont été bloqués par des manifestants, et les villes d'Ica et d'Arequipa, d'Ayacucho et d'Apurímac étaient partiellement paralysées, pour le premier de trois jours de mobilisation syndicale à travers le pays.

Des heurts ont éclaté à Ica et à Huaraz avec la police anti-émeute, qui a levé à coup de gaz lacrymogène des barrages routiers, lesquels se sont reformés ailleurs. Plus de 40 000 militaires ont été déployés «en appui» à la police.

Au niveau national, «le Pérou travaille normalement», a assuré hier le ministre du Travail. La mobilisation devrait culminer aujourd'hui avec un grand rassemblement à Lima.

Le président péruvien, Alan García, qui suit une politique néo-libérale, a annoncé hier qu'il nommera dans les jours qui viennent un remplaçant au premier ministre démissionnaire, Yehude Simon, qui était depuis deux mois en première ligne du conflit entre l'État et les Indiens d'Amazonie, qui a fait 34 morts dans des violences entre police et indigènes les 5-6 juin.

Le premier ministre Simon s'est dit fier d'avoir «servi le pays». Il a recommandé à M. García de lui choisir comme successeur un homme «de dialogue» pour honorer les récents compromis, notamment avec la communauté indienne d'Amazonie. — AFP

## ÉDITORIAL

## Gouvernement Charest

## Le réalisme l'emporte

Plus le temps passe, plus le gouvernement Charest s'éloigne des politiques conservatrices de son premier mandat pour se rapprocher des gouvernements libéraux que nous avons connus dans le passé. La crise économique y est pour quelque chose, mais c'est l'exercice du pouvoir qui explique l'essentiel d'un changement de cap qui complique la vie de l'opposition péquiste.

A

près le remplacement du patron de l'Agence des PPP, Pierre Lefebvre, et les déclarations de ministres qui ont laissé entrevoir la possibilité de marche arrière dans quelques-uns des plus importants projets de construction, voilà que la nouvelle présidente du Conseil du trésor, Monique Gagnon-Tremblay, prend ses distances avec d'autres pans de l'héritage de Monique Jérôme-Forget.

Comme notre collègue Antoine Robitaille le rapportait hier, le sous-secrétariat de l'État créé par Mme Jérôme-Forget vient d'être transféré au ministère des Services gouvernementaux dirigé par Dominique Vien, ce qui lui retire toute velléité d'intervention coercitive dans les activités des autres ministères.

Autre changement d'orientation: à la veille d'entreprendre une nouvelle ronde de négociations avec les employés du secteur public, on ne parle plus de revoir le régime pour éviter l'affrontement classique l'an prochain. En conséquence, il faut s'attendre à ce que la prochaine ronde se termine comme la précédente, par une loi d'exception.

Quant aux finances publiques, la récession force tous les gouvernements de la planète, y compris les plus conservateurs, à dépenser beaucoup plus, et le Québec ne fait pas exception. Il faudra voir par la suite si le nouveau tandem Bachand-Gagnon-Tremblay aux Finances et au Trésor aura la poigne assez ferme, et surtout l'appui du premier ministre, pour replacer le Québec sur la voie de l'équilibre avant la tenue du prochain scrutin général.

Dans l'ensemble, ces changements d'orientation que le gouvernement Charest refuse de reconnaître de façon formelle peuvent être perçus comme une bonne nouvelle par le tenant de la social-démocratie. Or, ils sont plutôt le résultat de six années d'exercice du pouvoir qui forcent au pragmatisme. Sous la direction de Jean Charest, les libéraux abandonnent leur plan de match conservateur parce qu'il ne fonctionne pas, point.

Que ce soit sur la question de la modernisation de l'État ou celle des PPP, la réalité a eu tôt fait de rattraper le gouvernement. Il y a des limites à comprimer les dépenses sans nuire à la qualité des services. Le Parti québécois l'a appris à ses dépens par le passé. Mais le cas des PPP est encore plus flagrant: nous voilà bientôt en 2010, année qui devait voir l'ouverture du nouveau CHUM, et on ne sait même pas qui construira l'hôpital! Que le premier ministre décide de mettre fin aux tergiversations avant la première pelletée de terre, il ne faudrait pas s'en surprendre.

De façon paradoxale, ces changements d'orientation n'ont rien pour faciliter la vie des députés du Parti québécois et de leur chef, Pauline Marois. Alors que le PQ a cherché à recentrer son programme après la dernière défaite électorale, c'est en serrant sur la gauche qu'il devra chercher sa place maintenant que les libéraux sont revenus occuper le centre de l'échiquier. De toute façon, après trois mandats libéraux et une grave crise économique, les Québécois seront bientôt de nouveau disposés à entendre un discours fait d'espoir et de rêve.

j-rsansfacon@ledevoir.com

## Obama à Moscou

## Le premier pas

Les rencontres que le président Obama a eues avec son homologue Dmitri Medvedev et le premier ministre Vladimir Poutine avaient comme principal objectif le suivant: ressouder des liens. Injecter une bonne dose d'apaisement dans des relations devenues si exécrables qu'elles étaient qualifiées comme étant les plus mauvaises depuis la chute du mur de Berlin. Le but étant de reprendre langue, il ne fallait donc pas s'attendre à des annonces spectaculaires.

Comme attendu, les deux chefs de l'exécutif ont consacré au dossier nucléaire, plus exactement la réduction de l'arsenal, le plus clair de leur temps. Ils ont signé une entente établissant un cadre de travail d'ici au 9 décembre prochain, date à laquelle le Traité sur la réduction des armes stratégiques (START) doit expirer. Sur ce sujet, le Kremlin aurait souhaité, et souhaite encore, que la construction du bouclier antimissile en Pologne et en République tchèque soit liée aux discussions sur les bombes. La position de Washington? Elle reste la même. À savoir que ce bouclier est destiné à répondre à une éventuelle attaque de l'Iran.

Sur ce flanc, un rappel qui en dit long sur l'état d'esprit des dirigeants russes s'impose. Voilà: en mai dernier, autrement dit il y a deux mois à peine, ces derniers ont dévoilé leur nouvelle stratégie en matière de sécurité, de défense. Leur conclusion? Les États-Unis constituent la principale menace militaire de la Russie. Pour Medvedev comme pour Poutine, Washington a une ambition cachée: détruire la Maison Russe.

Cela étant, pour ce qui est de l'Iran, mais également de la Corée du Nord, les deux présidents ont convenu de travailler ensemble afin de faire une analyse commune des menaces que représentent ces deux nations. En ce qui concerne plus précisément l'Iran, on doit souligner que la Russie veillait jalousement aux intérêts dont elle dispose sur la mer Caspienne, il est possible que l'on soit témoin de certains heurts entre Washington et Moscou. Et maintenant l'Afghanistan.

À cet égard, Obama et Medvedev étant sur la même longueur d'onde, soit empêcher à tout prix le retour des talibans à Kaboul, le premier a obtenu ce qu'il était venu chercher. De quoi s'agit-il? Permettre aux avions et militaires américains de survoler une portion du territoire russe afin d'acheminer armes et provisions aux G.I. basés en Afghanistan. Ce faisant, les soldats américains ne seront plus dans l'obligation de passer par le Pakistan, source de vives contestations de la part de la population pakistanaise contre ses dirigeants. Washington et Moscou cherchaient à «redémarrer» leur relation? Ils y sont parvenus. Pas plus, pas moins.

En conclusion de l'éditorial paru le 7 juillet et intitulé «La rupture», le signataire de ces lignes a écrit: «Il est... l'ennemi juré du duo Khamenei-Rafsanjani», alors qu'il fallait écrire du duo Khamenei-Ahmadinejad. Mille excuses pour cette coquille.

## LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédacteur en chef JEAN-ROBERT SANSFAÇON

Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directrice de l'information JOSÉE BOILEAU

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directrice, ventes publicitaires MANON BÉLAND



## L E T T R E S

## Un voyage de famine pour Jean Charest

Le premier ministre Jean Charest revient d'un voyage en Europe particulièrement peu fructueux pour le Québec. Non seulement celui-ci s'est-il fait rabrouer publiquement par l'écrivain Le Clézio dans le journal *Le Monde* pour son projet de construction de barrages hydroélectriques sur La Romaine, mais monsieur Charest a également reçu un appui plus que timide de la France pour une participation du Québec à la conférence sur les changements climatiques de Copenhague, en décembre prochain.

Fort d'un bilan aussi mince, le seul fait d'armes de monsieur Charest aura finalement été d'annoncer aux médias qu'il était prêt à réformer la chasse aux phoques!

Alors que son ministre délégué aux mines dévoilait une «stratégie» donnant en cadeau à l'industrie minière le sous-sol québécois et qu'on nous annonçait que la facture pour la construction de l'autoroute 175 allait gonfler de 400 millions de dollars, le premier ministre a préféré passer quelques jours en Europe pour ce qui ressemble davantage à des vacances estivales qu'à une visite officielle. Belle récolte, Monsieur Charest!

Monique Lemieux  
Rimouski, le 7 juillet 2009

## Un projet qui se fait attendre

L'an passé à pareille date, nous avons vu la ministre de l'Environnement, Line Beauchamp, passer dans le parc des Grands Jardins pour y déposer un chèque destiné au développement de nouveaux sentiers pédestres et cyclables.

Nous sommes allés voir la semaine dernière l'avancement des travaux. Il n'y

rien, même pas de projet. Pire, la SEPAQ invite les cyclistes, dans ses feuillets d'information, à circuler sur les routes du Parc, ce qui est tout à fait irresponsable.

En effet, les chemins forestiers qui s'y trouvent ne permettent absolument pas la circulation sécuritaire des vélos, cela saute aux yeux lorsqu'on y passe. De toute façon, il apparaît insensé de favoriser le cyclisme dans cette nature sauvage où les ours sont rois. Il faut croire que cela n'est pas aussi évident pour un politicien ou un gestionnaire assis derrière son bureau.

Quant aux sentiers pédestres, ce sont ceux qui existaient auparavant autour du camp Château Beaumont, l'un d'eux étant même fermé. Quand on court après le mérite, on attrape parfois la sottise.

Jean-Marie Desgagné  
Québec, le 6 juillet 2009

## MACM: des précisions sur la sélection

Je désire apporter quelques précisions en ce qui a trait au processus de sélection pour le poste de directeur général du Musée d'art contemporain de Montréal.

Comme il se devait, nous avons d'abord retenu les services d'une firme professionnelle de recrutement de cadres, Kenniff et Racine, qui a lancé le concours en mars dernier. Ce sont les mêmes spécialistes qui avaient recruté l'ancien directeur du Musée, Marc Mayer, en 2004.

Le concours du poste actuel a été annoncé dans plusieurs médias spécialisés et dans le quotidien *Le Devoir*. La recherche s'est effectuée en consultation avec plusieurs intervenants du milieu. Sur 125 candidatures, dont 30 à l'échelle internationale, 20 candidats ont été présélectionnés par la firme de spécialistes. Par la suite, un certain nombre a fait l'ob-

jet de discussions par le comité de sélection, composé de membres du conseil d'administration du Musée ayant à cœur les intérêts de l'établissement.

Seize personnes ont été retenues pour des entrevues. De ce nombre, sept personnes ont été présentées au comité de sélection. Quatre candidats ont finalement été rencontrés par le comité de sélection. Le jury s'est basé sur des critères objectifs et les entrevues ont suivi un format systématique quant aux questions, qui ont été ciblées selon des critères pré-

établis. Par la suite, le conseil d'administration a délibéré et la décision a été prise de façon majoritaire lors de la réunion du conseil d'administration du 15 juin 2009.

Le MACM a pour mission de promouvoir et de conserver l'art contemporain québécois, canadien et international. Que l'on pense à la Triennale québécoise ou à la récente exposition de Claude Tousignant, le Musée voit chaque jour à réaliser cette mission.

La personne choisie, Mme Paulette Gagnon, a une grande expérience en muséologie et cumule plus de 30 années en conservation (programmation, collection, acquisition et exposition), en gestion et en éducation. Le conseil d'administration est convaincu que sa passion pour le Musée et sa connaissance de l'art contemporain feront en sorte de développer tout le potentiel de notre établissement, et ce, pour le bien du Musée, de la communauté artistique, de la métropole et du Québec.

Nous vous assurons que ce processus de sélection a été fait selon les règles de l'art et nous espérons que tout le milieu de l'art contemporain se joint à nous et se mobilise pour le rayonnement du Musée.

Marc DeSerres  
Président du conseil d'administration  
du Musée d'art contemporain de Montréal  
Le 3 juillet 2009

## LIBRE OPINION

## Une bloquiste appuie un projet conservateur

DANIEL PETIT  
Député conservateur de Charlesbourg-Haute-Saint-Charles et secrétaire parlementaire du ministre de la Justice

Lundi, le député du Bloc Mégnard a expliqué dans *Le Devoir* («Quand les enfants deviennent un objet de démagogie») la position de son parti en ce qui a trait au projet de loi C-268, lequel vise à imposer une peine minimale pour les infractions concernant la traite d'enfants âgés de moins de 18 ans.

Ce projet de loi prévoit un emprisonnement minimal de cinq ans pour les individus reconnus coupables d'une infraction sur des personnes de moins de 18 ans, ainsi qu'un emprisonnement pouvant aller jusqu'à la perpétuité pour quiconque enlèverait une personne de moins de 18 ans, se livrerait à des voies de fait graves ou à une agression sexuelle grave, ou qui causerait la mort.

Toutefois, dans sa lettre envoyée aux médias, M. Mégnard évite soigneusement d'aborder la raison qui a poussé sa collègue d'Ahuntsic, Maria Mourani, à voter pour le projet de loi en question. La députée Mourani a une grande expertise en matière de criminalité, ayant beaucoup travaillé sur la

problématique des gangs de rue criminels. Sa connaissance du milieu criminel l'a donc incitée à appuyer le projet de loi C-268, même si cela signifiait aller à l'encontre de la position de son chef.

On ne peut que saluer le courage de Mme Mourani. Elle n'est d'ailleurs pas la seule députée «non conservatrice» à avoir appuyé le projet de loi C-268. En effet, tous les députés du Parti libéral et du Nouveau Parti démocratique ont également appuyé le principe de ce projet de loi, qui sera étudié et bonifié en comité parlementaire. Les députés libéraux et néo-démocrates, qui pourtant n'ont pas toujours été les plus fermes en matière de criminalité dans le passé, ont toutefois reconnu cette fois la pertinence de ce projet de loi qui vise à protéger nos enfants contre des actes criminels graves.

Les députés du Parti conservateur sont heureux de pouvoir travailler avec leurs collègues des autres partis pour s'attaquer aux criminels qui s'en prennent aux enfants, car nous croyons qu'il est de notre devoir de protéger les victimes d'actes criminels plutôt que les agresseurs. C'est ce que mes électeurs me demandent de faire lorsque je les rencontre dans ma circonscription.

Si le Bloc était sérieux et qu'il voulait vrai-

ment se ranger du côté des victimes, ses députés auraient imité Maria Mourani, auraient voté pour le projet de loi et auraient travaillé avec les autres députés du Parlement pour rendre le projet de loi encore plus efficace. Au contraire, le chef du Bloc, Gilles Duceppe, a plutôt décidé de museler sa députée dissidente et a imposé une ligne de parti à ses députés, confirmant une fois de plus que le Bloc s'oppose farouchement à des peines plus sévères pour les individus qui abusent de nos enfants.

Pour ce qui est de l'envoi de brochures explicatives dans les circonscriptions bloquistes, nous l'avons fait car nous trouvons qu'il est essentiel, dans le cadre du processus démocratique, que tous les Québécois aient le plus d'informations possible au sujet des décisions prises par leurs représentants élus à la Chambre des communes. Nous croyons donc que les électeurs des circonscriptions représentées actuellement par un député bloquiste ont le droit de connaître la position du Bloc sur divers enjeux sociaux.

Dans le même ordre d'idées, les députés du Bloc québécois auraient dû suivre la position de leur collègue Maria Mourani, qui a d'abord pensé aux enfants plutôt qu'aux droits des criminels.

## IDÉES



Vue de la baie où serait érigé le long quai du projet Rabaska.

SOURCE: P. LAVALLÉE/FOTOSIX

## Rabaska: une mort annoncée

DENIS L'HOMME  
ET PIERRE LAVALLÉE

Les auteurs ont respectivement été directeur général de la Direction des énergies conventionnelles de 1979 à 1985 et sous-ministre associé à l'énergie au ministère des Ressources naturelles (MNR) de 1992 à 1995, et directeur à la Direction des hydrocarbures (gaz et pétrole) et directeur de la sécurité des équipements pétroliers au MRN de 1982 à 2001.

Récemment, la société russe Gazprom annonçait qu'elle renonçait à participer en tant qu'associée au projet Rabaska, ce projet controversé d'importation de gaz naturel liquéfié (GNL) qui, bien qu'il ait reçu l'aval des deux ordres de gouvernement, continue de susciter la polémique tant à cause de sa localisation géographique — en face de l'île d'Orléans — que par sa très faible justification énergétique.

Un porte-parole de Rabaska a immédiatement réagi en indiquant qu'il ne fallait pas voir dans cet abandon la fin définitive du projet puisque le géant Gazprom pourrait vouloir continuer à alimenter le terminal. Les promoteurs du projet ont peut-être intérêt à entretenir l'illusion d'une certaine viabilité dudit projet, mais une analyse plus poussée des faits nous démontre que, tout au contraire, le projet Rabaska ne correspond plus à aucun des objectifs que ses promoteurs disaient vouloir viser.

## Désintérêt pour le marché

La vraie raison pour laquelle Gazprom se retire du projet Rabaska: Gazprom n'y renonce pas seulement en se retirant du projet comme partenaire, mais elle renonce, à court et à moyen termes, à la desserte du marché nord-américain au profit de marchés plus accessibles et financièrement plus intéressants.

En effet, le coût de livraison du GNL vers les marchés du nord-est américain, dont le Québec, est deux fois plus élevé que vers la Belgique ou le Royaume-Uni. De même, les coûts de livraison vers les pays d'Asie — Japon, Corée du Sud, Taïwan, Chine — sont de deux à trois fois inférieurs à ceux du nord-est américain. Par ailleurs, on a vu et on verra encore que ces pays sont disposés à offrir un prix plus élevé pour le gaz lui-même, n'ayant que peu de capacités de stockage ou d'options de rechange. Or, cet écart de prix ne

peut qu'aller en s'accroissant avec l'inévitable augmentation des prix du pétrole.

Pourquoi en effet les Russes devraient-ils vendre leur GNL en Amérique du Nord à un prix inférieur à ce qu'ils peuvent obtenir en Asie ou en Europe et, comme si ce n'était pas suffisant, payer plus cher pour le transporter? Voilà donc la vraie raison du désinvestissement de Gazprom dans Rabaska. Désintéressé pour un marché continental inaccessible ou inintéressant sur le plan économique. Désintéressé aussi envers un projet qui ne va nulle part, comme nous le verrons maintenant.

## Situation différente

Le projet ne répond plus à son objectif de départ: 25 ans après l'abandon du Projet pilote de l'Arctique qui avait été élaboré dans un contexte d'une pénurie appréhendée de gaz naturel au Canada, au début des années 1980, et qui proposait la construction d'un terminal méthanier à Gros Cacouna (on voulait acheminer du gaz naturel extrait de l'île Melville dans l'Arctique canadien par deux méthaniers brise-glace jusqu'à un terminal méthanier situé à Gros Cacouna, près de Rivière-du-Loup), on peine à comprendre ce qui a pu provoquer l'émergence de trois nouveaux projets au Québec au cours des six dernières années.

Si au début des années 2000 la perspective d'une éventuelle pénurie de gaz naturel à cause de la baisse de la production domestique a provoqué la course aux terminaux méthaniers tant aux États-Unis qu'au Canada, aujourd'hui, la situation est bien différente.

La capacité d'importation de GNL dans le bassin atlantique a été multipliée par quatre en quatre ans seulement et elle dépasse maintenant la capacité de liquéfaction de ce bassin, et cela, sans compter les nombreux projets qui sont opérationnels ou qui sont en voie de l'être (Argentine, Brésil, Salvador, Uruguay), et qui viennent encore accentuer ce déséquilibre. Comme l'a démontré l'ONE (Office national de l'énergie, *Gaz naturel liquéfié: perspective canadienne*, p.27), aujourd'hui la capacité de regazéification en Amérique du Nord dépasse de beaucoup les volumes de GNL qui sont effectivement importés.

Sur le plan des volumes de GNL importés, l'Amérique du Nord devient donc un joueur de second plan aux yeux du marché mondial du GNL. C'est la région de l'Asie-Pacifique, en raison du manque de ressources indigènes et de l'absence de réseaux de gazoducs développés, qui est la plus dépendante de l'importation de

GNL. L'Europe arrive au deuxième rang.

## Fermeture du marché

Comme si cela n'était pas suffisant, on assiste de façon concomitante sur le marché américain (selon les données de l'*Annual Energy Outlook 2009* de l'Energy Information Agency des États-Unis) à une importante croissance du gaz issu de sources non traditionnelles — le gaz de schiste essentiellement —, ce qui a pour effet d'augmenter l'autosuffisance du marché américain quant au gaz naturel. Par ailleurs, lorsqu'on examine l'évolution prévue du prix du gaz, bien qu'une augmentation soit projetée, les prix se situent bien en deçà des prix européens ou asiatiques.

En 2008, on a constaté que le Canada disposait aussi d'énormes ressources potentielles de gaz de schiste, notamment au Québec, en Alberta et en Colombie-Britannique. La formation de Montney en Colombie-Britannique produit déjà l'équivalent de la moitié de ce que consomme le Québec en gaz naturel. On pourrait ajouter que le fait que les marchés et les infrastructures pipeliniers des États-Unis et du Canada forment un grand tout intégré, le marché canadien pourra profiter de la capacité de stockage américaine et sera directement influencé par l'énorme surplus de capacité de réception de GNL.

Comment, dans un tel contexte, les promoteurs de Rabaska pourraient-ils oser encore soutenir le fait que la venue d'installations de gaz naturel liquéfié au Québec constitue une diversification des sources d'approvisionnement gazier et aura l'effet de renforcer la sécurité énergétique du Québec? Et comment le BAPE — qui a franchement manqué de clairvoyance, nous le savons encore davantage maintenant — pourrait-il reprendre cet énoncé à son compte, comme il l'a béatement fait dans son rapport (*Projet d'implantation du terminal méthanier Rabaska et des infrastructures connexes: rapport d'enquête et d'audience publique*, p. 80)?

## Rabaska est mort, il faut l'enterrer

Conséquence, nous croyons fermement que le projet n'a virtuellement plus aucune chance d'être réalisé. Et comme des populations locales risquent de faire les frais du climat d'incertitude qu'entretiennent délibérément ses promoteurs, les deux ordres de gouvernement devraient retirer, sans plus attendre, tous les appuis qu'ils ont accordés à Rabaska. De plus, le gouvernement du Québec, qui a tout bousculé sous le prétexte de l'urgence énergétique, devrait retirer de facto son décret de dézonage des 271 hectares de terres agricoles visés par le projet.

## Développer les régions minières du Québec

FRANÇOISE BERTRAND

Présidente-directrice générale  
de la Fédération des chambres de commerce du Québec

L'industrie minière occupe une place importante dans l'économie du Québec. Dans les trois plus grandes régions du Québec — le Nord, l'Abitibi-Témiscamingue et la Côte-Nord —, les mines font travailler des dizaines de milliers de personnes. Les salaires y sont plus élevés que la moyenne et le développement des régions-ressources dépend de leurs activités.

L'industrie minière est cyclique. Pour les entreprises, l'aventure peut être risquée. Nous ne sommes plus à l'époque de la ruée vers l'or, et les investissements nécessaires à l'exploitation des minéraux sont énormes. Par exemple, de 94 millions de dollars en 2001, les investissements ont littéralement explosé pour dépasser les 400 millions en 2007. Cela, grâce à une hausse du prix des métaux et à une fiscalité compétitive.

Au Québec, l'industrie minière est taxée sur ses profits, comme c'est le cas pour toutes les entre-

prises. La fiscalité minière québécoise permet aux sociétés qui investissent d'accélérer l'amortissement, ce qui a pour effet de diminuer le profit imposable au cours des premières années suivant ces investissements. L'impact de cette mesure est de reporter le paiement d'impôts ou de droits miniers, un peu comme le font les REER pour les individus. Cette façon de faire est un incitatif à l'investissement en recherche et développement, en matériel de production et en prospection.

## Questions de fiscalité

À cause de cet amortissement accéléré, certaines sociétés minières actives au Québec n'ont eu aucun droit minier à payer à un moment ou l'autre pendant la période 2002-07. Loin d'être de l'évasion fiscale ou de la négligence de la part des autorités — comme certains le laissent entendre —, il s'agit au contraire d'une politique visionnaire d'encouragement à l'investissement.

Il est vrai que la fiscalité québécoise est intéressante pour l'industrie. D'ailleurs, un sondage mené par l'Institut Fraser auprès de 372 compagnies minières à travers le monde confirme que

le Québec possède une politique minière qui est considérée être parmi les meilleures au monde. De cela, nous devrions nous réjouir. Or, l'évaluation de la rentabilité sociale de cette politique ne peut se limiter à mettre en balance les recettes tirées des droits miniers, d'une part, et le coût des avantages fiscaux d'autre part.

## Pénaliser les entreprises

Cette industrie représente plus de 50 000 emplois au Québec, dont 18 000 sont reliés directement à la phase d'extraction. Elle représente 2 milliards de dollars par an en achat de biens et services; plus de 500 millions en taxes et impôts; plus de 200 millions pour ce qui est des seuls avantages sociaux de ses artisans.

On ne peut douter de l'efficacité de cette stratégie fiscale. Nous avons la chance de vivre dans un territoire riche en ressources minières qui reste encore à prospecter et à exploiter. La Fédération des chambres de commerce croit que changer aujourd'hui de politique serait pénaliser les entreprises qui, de bonne foi, ont répondu aux appels à l'investissement du gouvernement du Québec.

TELUQ-UQAM

L'histoire  
d'un sabordageGENEVÈVE BREAU  
ET PATRICIA JULIENCoordonnatrice générale et responsable académique  
de l'Association étudiante de la Télé-Université

Le 18 mai 2005, le gouvernement du Québec accordait à l'Université du Québec à Montréal (UQAM) de nouvelles lettres patentes autorisant l'intégration de la Télé-Université (TELUQ) à titre de composante. Cette décision gouvernementale survenait après trois ans d'échanges exploratoires entre les deux établissements.

Quatre ans après l'incorporation juridique formelle de la TELUQ à l'UQAM, nous voici à l'heure des bilans. Les étudiants qui font leurs études à distance, dont près de 60 % habitent la grande région de Montréal, n'ont toujours pas accès aux services de l'UQAM: centre sportif, soutien psychologique, soutien à l'apprentissage, service d'orientation, service d'information scolaire et d'insertion professionnelle, banque d'emplois, etc. La liste est longue et se rallonge chaque fois qu'un étudiant présente une demande de service.

Lorsque des étudiants d'une université doivent recourir à la Conférence des recteurs et principaux des universités du Québec (CREPUQ) pour déposer une requête en vue de suivre un cours à la même université, nous ne pouvons pas parler d'intégration, mais bien, tout au plus, de cohabitation désintéressée.

Où est donc passée «cette grande université publique bimodale apte à multiplier les possibilités de formation pour les étudiants et les étudiantes des établissements du réseau de l'Université du Québec et à renouveler l'enseignement supérieur»? Nous posons la question. At-elle déjà coulé, ou sommes-nous en train de réunir toutes les conditions pour s'assurer d'y planter un dernier coup d'épée?

## Explications possibles

À qui la faute? Qui allons-nous envoyer aux requins? L'ex-recteur de l'UQAM Roch Denis qui, en démissionnant en novembre 2006 s'est sauvé du navire, emportant avec lui la carte au trésor, laissant derrière lui son équipage sans eau et sans nourriture? La crise financière de l'UQAM qui pousse les matelots à vider l'eau du navire seau par seau au lieu d'éviter les boulets? L'administration et les employés de la TELUQ qui ne pensent qu'à sauver leurs fesses et leurs salaires? Car tenons-nous-le pour dit: il n'y a de place que pour un seul équipage sur un navire.

La position officielle de l'administration de la TELUQ dans ce dossier est simple: l'UQAM doit respecter les termes du protocole de rattachement ainsi que les lettres patentes supplémentaires délivrées en 2005. C'est ça, ou rien: *nothing, nietski, nada*. Depuis quelque temps, ce «rien» s'est toutefois métamorphosé en la possibilité pour la TELUQ de plier bagage et de rentrer chez elle, criant aux pirates devant un possible démantèlement de la TELUQ, tel que l'envisage le rapport Brossard, rendu public l'hiver dernier.

## Étudiants négligés

Avant de quitter définitivement le navire en sautant les yeux fermés dans un canot de sauvetage possiblement troué, a-t-on consulté les principaux intéressés? S'est-on interrogé sur les volontés et les besoins des étudiants en leur demandant leur avis? Non, on les a laissés dans la cale. Est-ce parce que les étudiants de la TELUQ ne sont pas de vrais étudiants, mais bien des clients qui viennent acheter des diplômes et qui, par conséquent, n'ont pas leur mot à dire?

Ou encore, est-ce parce qu'on craint que la qualité de leur formation soit si insuffisante qu'elle n'ait pas su leur insuffler le moindre sens critique ou encore la capacité d'articuler leurs idées? Serait-ce plutôt parce que, comme il fut démontré lors du conflit de travail entre la TELUQ et le Syndicat des tuteurs et tutrices à l'hiver 2008, l'administration de la TELUQ, tellement déconnectée de la réalité et des besoins des étudiants, oublie leur présence ainsi que sa raison d'être?

C'est un non-sens qu'un processus qui touche directement plus de 10 000 étudiants se déroule sans que quelqu'un se soucie de leur demander leur avis. Est-ce là que l'appellation «établissement d'enseignement supérieur» prend tout son sens?

## Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Étant donné l'abondance de courrier, nous vous demandons de limiter votre contribution à 8000 caractères (y compris les espaces), ou 1100 mots. Inutile de nous téléphoner pour assurer le suivi de votre envoi: si le texte est retenu, nous communiquerons avec son auteur. Nous vous encourageons à utiliser le courriel ([redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)) ou un autre support électronique, mais dans tous les cas, n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées complètes, y compris votre numéro de téléphone.

## L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine: Gérard Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Stéphane Baillargeon (général), Clairandree Cauchy (éducation), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Pauline Gravel (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Alexandre Shields (général), Philippe Papineau (pupitre); information politique: Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Alec Castonguay (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutriscac (correspondants parlementaires à Québec), Kathleen Lévesque (reporter); information culturelle: Michel Bélar (théâtre et cahier Culture), Guillaume Bourgnault-Côté (reporter), Paul Cauchon (médias), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpéti (livres), Isabelle Parc (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre); information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Eric Desrosiers (reporter), Claude Turcotte (reporter), Dominique Remy (pupitre); information internationale: Guy Taillefer (adjoint au directeur de l'information), Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); Diane Précourt (responsable des pages thématiques); Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes); Michel Garneau (cartooniste); Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices); Benoît Munger (responsable du site Internet), Émilie Folie-Boivin et Vincent Cauchy (commissaires Internet); Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction); Jean-Jacques Coulombe et Étienne Plamondon-Emond (commissaires à la rédaction); DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Olivier Spéciel (Québec), Monique Bhérrer (Ottawa). PUBLICITÉ Julie Chrétien (directrice adjointe), Amélie Bessette, Jean de Billy, Jennifer Boily-Demers, Jean-François Bossé, Manon Boillard, Marlène Côté, Richard Douangmal, Amélie Maltais, Claire Paquet, Elyssa Porlier, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebai (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaires). PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin, Nathalie Zemaitis. INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TRAJET Caroline Simard (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois; Jean-Robert Divers (responsable promotion). ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Monique Proteau, Danielle Ross.

## ACTUALITÉS

## LE ROCKSTEADY EN FÊTE



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

**LEUR MUSIQUE** allait être oubliée et ils ont raconté leur histoire dans le documentaire *Rocksteady – The Roots of Reggae*. Mais hier soir, à la nouvelle Place des festivals éparpillée par la pluie, ils ont remonté le temps jusque vers le milieu des années 1960, ralentissant la rythmique du ska, se donnant la peine de pénétrer les harmonies vocales. Leroy Sibbles en costard noir et blanc, Stranger Cole avec ses choristes et son saxo jazzé, The Tamlins en formidable trio vocal, Marcia Griffiths et Judy Mowatt, tous se livraient puissamment. On débordait parfois vers le reggae, mais la fête était drôlement bien partie pour ce grand événement gratuit du Festival international de jazz de Montréal.

## ARMÉE

SUITE DE LA PAGE 1

Le ministre MacKay sera de passage cet après-midi à la base militaire de Gagetown, au Nouveau-Brunswick, et il en profitera pour annoncer un investissement massif dans les véhicules de l'armée de terre. Il s'agit d'argent frais qui n'a pas été annoncé précédemment.

Pour tenter de positionner favorablement son gouvernement à l'approche d'une possible campagne électorale à l'automne, le ministre MacKay fera notamment valoir que les achats militaires aideront à relancer l'économie canadienne, puisque les entreprises qui remportent les contrats doivent réinvestir au pays l'équivalent du montant obtenu.

De plus, une partie des annonces faites aujourd'hui touchent les véhicules blindés légers (VBL), qui sont construits et réparés dans le sud de l'Ontario, près de London, un endroit frappé durement par la récession. L'Ontario sera le prochain champ de bataille électoral.

L'armée de terre réclame depuis plusieurs mois la mise à niveau d'une partie de sa flotte de véhicules. La mission à Kandahar, avec ses conditions topographiques et climatiques extrêmes, mène la vie dure aux engins des Forces canadiennes. Sans compter les attentats des talibans et l'entraînement intensif des soldats au Canada avant le déploiement en Afghanistan. La Force terrestre estime que la moitié de sa flotte de véhicules est actuellement hors d'usage ou en attente de réparations.

Le ministère de la Défense annoncera donc aujourd'hui l'achat de nouveaux VBL et la remise à

neuf de plusieurs autres. Cela devrait coûter près d'un milliard de dollars. Ces véhicules blindés, qui servent à la fois au transport des troupes et au combat, constituent l'épine dorsale de la Force terrestre, qui en possède près de 600. Plusieurs véhicules, achetés au milieu des années 90, sont toutefois au milieu de leur vie utile et exigent des réparations.

L'armée de terre annoncera aussi la mise à niveau de plusieurs M113, un véhicule à chenilles qui sert au transport des troupes. Les Forces canadiennes viennent tout juste de terminer la remise en état de quelque 280 véhicules de ce type, mis en service entre 1968 et 1991. Quelques dizaines de M113 supplémentaires seront remis en état. Ils serviront de véhicule de soutien logistique pour les VBL (aussi nommés LAVIII en anglais). Ce travail de remise à niveau pourrait être fait à Montréal.

## Une nouvelle flotte de véhicules de combat

Les Forces canadiennes vont également annoncer l'achat d'une nouvelle flotte de véhicules de combat. L'armée recherche un petit char d'assaut qui peut aussi transporter des soldats. Un engin qui serait plus gros que le VBL (17 tonnes) mais plus petit que le Leopard 2 (64 tonnes), récemment acquis des Pays-Bas. Plus mobile qu'un gros char d'assaut, le nouveau véhicule servirait notamment à appuyer les Leopard 2 lors des opérations.

Deux entreprises étrangères sont favorites pour obtenir ce contrat. La britannique BAE Systems — avec son CV90 (32 tonnes) à chenilles — offre notamment de construire la tourelle et le canon (35 mm) au Canada. L'armée canadienne a récemment mis à l'essai un CV90 qui peut transporter sept soldats. L'autre entreprise, Nexter, est française. Elle offre son VBCI (véhicule de combat d'infanterie), muni de chenilles et d'un canon

de 25 mm. Il peut transporter huit soldats et pèse 26 tonnes. L'armée française vient tout juste d'en commander 115 exemplaires.

Ces annonces surviennent en plein cœur de l'été, alors que la Chambre des communes fait relâche. Les partis d'opposition ne peuvent donc pas interroger le gouvernement sur ses choix budgétaires. En 2006, lors de la dernière grosse vague d'annonces, le même procédé avait été utilisé.

## 14 hélicoptères Chinook

Selon nos informations, il en sera de même pour les hélicoptères Chinook, alors que l'annonce devrait avoir lieu avant la fin de l'été. Le gouvernement Harper avait annoncé en juin 2006 son intention d'acheter 16 hélicoptères de transport à l'entreprise américaine Boeing. Ottawa voulait toutefois un modèle spécial d'hélicoptère, plus polyvalent, capable de se rendre dans des zones de combat, de voler dans des conditions extrêmes et de faire du sauvetage. Les négociations avec Boeing se sont donc étirées pendant trois ans.

Il semble toutefois que le nombre d'appareils CH-47F ait été revu à la baisse, passant de 16 à 14. Le bureau du ministre MacKay a refusé de commenter cette information. En 2006, le gouvernement prévoyait dépenser environ 4,7 milliards de dollars, incluant l'entretien sur 20 ans, pour 16 hélicoptères. La nouvelle facture pourrait être légèrement moins élevée. Ces hélicoptères neufs seront livrés à partir de 2012, alors que le Canada se sera retiré d'Afghanistan. L'automne dernier, le Canada a acheté six hélicoptères Chinook d'occasion à l'armée américaine pour les utiliser en Afghanistan dès cet hiver. S'ils sont en bon état à la fin de la mission, en juillet 2011, la flotte sera donc de 20 hélicoptères de transport d'ici quelques années.

Le Devoir

## OUÏGHOURS

SUITE DE LA PAGE 1

commerçants, hommes et femmes, ces contre-émeutiers se réclamaient «milice d'autodéfense» et scandaient «ethnie han, unissons-nous», détournant ainsi le slogan officiel appelant à l'«unité entre les peuples».

Les émeutes sanglantes de dimanche ont fait au moins 156 morts et un millier de blessés, soit le bilan humain officiel de troubles le plus grave depuis Tiananmen. Au moins 1400 Ouïghours ont été interpellés, alors que les arrestations à domicile se poursuivaient hier dans cette ville tentaculaire.

L'agence Chine Nouvelle a d'ailleurs annoncé hier soir que le président chinois, Hu Jintao, avait quitté prématurément l'Italie, où il se trouvait pour participer au sommet du G8, pour rentrer en Chine, en raison des violences.

Tout a commencé dimanche soir par un rassemblement de centaines de jeunes Ouïghours sur la Place du peuple, à deux pas du siège du gouvernement provincial. Ils réclamaient que la lumière soit faite sur la mort d'au moins deux ouvriers ouïghours, le 26 juin dans une province côtière du sud, lynchés par d'autres ouvriers hans qui, sur la foi d'une fausse rumeur, les accusaient de viol. Lorsque la «police armée» a tenté de disperser le rassemblement, les violences ont commencé.

La foule ouïghoure a grossi, puis s'est dispersée dans plusieurs quartiers s'en prenant aux civils hans et aux magasins, blessant mortellement de nombreux passants. Les forces de l'ordre ont

alors commencé à tirer et à procéder à de nombreuses arrestations musclées. Mais beaucoup d'énigmes demeurent quant au déroulement de ces événements dans la capitale d'une ville ultramilitarisée et où les Ouïghours représentent à peine 15 % de la population. Depuis, la terreur et la haine règnent à Urumqi.

Un couvre-feu total a été imposé avec 20 000 soldats et membres des forces spéciales de la police pour maintenir l'ordre. Des patrouilles en véhicules blindés sillonnent les rues, les fantassins en gilets pare-balles pointant leurs armes automatiques sur les trottoirs, des hélicoptères surveillent les artères principales, et des quartiers entiers sont isolés par des cordons de police. L'Internet a été interrompu dans toute la municipalité, ainsi que certains réseaux de téléphonie mobile. L'accès routier à la ville est filtré par des barrages, tandis que la population est assignée à demeure. Des commerçants gardent leur échoppe avec des armes blanches à la main.

## Des journalistes

Hier matin, les autorités locales ont décidé d'emmener une cinquantaine de journalistes occidentaux constater «par eux-mêmes» l'étendue des dégâts dans une grande artère du quartier pauvre de Saimaqiao, à majorité ouïghoure. Une faible présence policière, quelques voitures et magasins brûlés. Des commerçants se plaignant du désordre attendaient la presse, avant qu'un groupe de femmes ouïghoures ne fasse irruption à l'improviste pour perturber la mise en scène officielle.

Fouleurs colorés sur la tête, elles ont surgi en larmes des petites rues avoisinantes. Levant les mains de douleur ou brandissant les cartes d'identité de leurs proches disparus, rejointes par

quelques hommes d'âge mûr et des enfants, elles étaient quelques dizaines à avoir bravé l'interdiction de sortir de chez elles pour aller à la rencontre des journalistes étrangers. «Ils ont procédé à des rafles depuis lundi dans notre quartier, emmenant de force des dizaines d'hommes, dont mon mari et mon petit frère. Ils les ont tabassés, déshabillés alors qu'ils n'avaient rien fait. Nous avons entendu des coups de feu. Depuis, aucune nouvelle. Rendez-les-nous! Ils sont innocents, les émeutiers n'étaient pas d'ici», explique l'une d'elles en chinois.

Presque immédiatement, quelques centaines de membres des forces spéciales de la police armée sont intervenus, bloquant l'avenue des deux côtés, prenant les manifestantes en sandwich. «Ils s'étaient cachés juste avant votre visite, mais ils ont toujours été là depuis dimanche», révèle une des femmes. Casqués, braquant leurs mitraillettes sur ces femmes en pleurs, cette troupe forte d'environ 200 hommes était accompagnée de chiens de combat et de véhicules blindés. La confrontation pacifique a duré près d'une heure, après quoi la manifestation a été dispersée sans violence, tandis que les journalistes étaient contraints par la police de retourner à leur hôtel.

Personne ne sait ce qu'il est advenu des manifestantes après cet incident. Avant de partir, l'une d'entre elles a lancé: «Nos voix ne sont jamais entendues. Il faut qu'il y ait des morts pour qu'on parle de nous. Mais des injustices, il y en a toutes les jours contre les Ouïghours. S'il vous plaît, dites-le à l'étranger, qu'on a du mal à vivre sur notre propre sol. Nous voulons la paix, nous voulons bien nous entendre avec les Hans, mais il faut qu'ils soient plus justes avec nous.»

Libération

Le Devoir

## AVIGNON

SUITE DE LA PAGE 1

premier Québécois à être invité à Avignon; c'est plutôt Denis Marleau qui détient le record à ce chapitre et qui est devenu un véritable habitué du festival, qu'il fréquente déjà depuis plus d'une décennie. Il sera présent cette année, pour la sixième fois, avec son éblouissant *Une fête pour Boris*, de Thomas Bernhard, créé il y a quelques semaines au FTA. Mais c'est par contre la toute première fois que le spectacle d'ouverture du festival présenté dans l'immense Cour d'honneur du Palais des papes est québécois. Et la première fois, encore, que le festival s'ouvre sur trois spectacles en un. Cette fameuse Cour d'honneur est effectivement un endroit extrêmement impressionnant. Wajdi Mouawad, qui vient à peine de terminer le premier filage des trois spectacles, dit que le fait d'y jouer le plonge dans «un sentiment festif ahurissant, une joie insoupçonnée et presque indescriptible» alors que la grande Andrée Lachapelle, la mère d'*Incendies* dont le testament lance ses deux rejets «québécois» sur la trace de leurs sanglantes origines, parle, elle, d'un «espace épique, émouvant, énorme»...

Il suffit de mettre les pieds dans cet espace surdimensionné pour se sentir envahi par une très forte émotion. Immense, chargé d'histoire, ouvert sur le ciel de Provence, sur les étoiles, la pluie ou le fameux mistral qui peut se lever n'importe quand et foutre par terre le moindre décor, «c'est un lieu qui n'a pas été pensé pour être un théâtre, mais qui est devenu une sorte d'espace mythique», comme dit Mouawad. Depuis que Jean Vilar a eu l'idée d'y installer des gradins pour la première fois, c'est aussi un lieu qui influence, qui conditionne même directement la scénographie des productions qu'on y présente. C'est la raison pour laquelle il a fallu que Wajdi Mouawad reprenne la mise en scène des trois spectacles, l'immensité de la scène influençant directement le rythme des simples déplacements des personnages. L'on peut dire aussi que la simple idée de proposer 11 heures d'un théâtre mettant en scène toutes les violences et les incompréhensions dont les humains sont capables témoigne bien de cette démesure.

*Littoral*, *Incendies* et *Forêts* seront donc pour la première fois présentés en rafale, et pour que la chose soit possible, sans redondances aucunes et sans trop d'artifices, une série de «fils rouges» viendront relier les trois spectacles. «C'est par la scénographie, les éléments sonores et par les acteurs aussi que l'on sentira ce lien», explique le metteur en scène, mais j'ai d'abord voulu simplifier mes histoires pour les mieux complexifier. C'est ce qui fait, par exemple, que certains passages d'*Incendies* disparaîtront ici puisqu'ils auront été évoqués dans la nouvelle version de *Littoral*; par contre, lorsque la pièce sera jouée seule, ces passages seront réinsérés dans le texte... Chacune des trois histoires est toujours indépendante, centrée sur un élément premier — l'eau, le feu... —, mais le fait de les présenter ensemble leur donne un relief étonnant et j'ai saisi là des choses et des rapports que je n'avais pas vu encore. Comme par exemple le fait que *Littoral* se termine sur la mise en terre d'un père et qu'*Incendies* débute sur la lecture d'un testament...»

## Partout en même temps

Andrée Lachapelle, rencontrée un peu plus tard sur la place de l'Horloge en plein cœur d'Avignon, soulignait à quel point Wajdi Mouawad est un être rassembleur et que la petite armée de 110 personnes qui forme l'équipe des trois spectacles est une véritable famille.

«Pour une comédienne comme moi, son calme rassurant est un véritable bonheur. C'est un homme qui a une vision claire, mais qui respecte les autres et qui ne juge jamais; il est toujours le même: humble, rassurant, prêt à vous écouter toujours, et c'est pour moi un véritable privilège que d'être ici pour reprendre mon rôle... même si je ne serai pas de la tournée de trois mois qui s'amorce après Avignon. Là, c'est plutôt Ginette Morin qui va prendre ma place.»

Il sera très difficile, et personne ne semble s'en plaindre ici, de ne pas voir Wajdi Mouawad durant cette 63<sup>e</sup> édition puisqu'il sera partout. Sur scène d'abord, alors que la folie Mouawad de la nuit se poursuivra tout le week-end dans la Cour d'honneur — faut-il préciser que les 8000 billets sont disparus aussi vite que les baguettes de pain chez le boulanger le matin? — et que *Ciels*, le dernier morceau du quatuor, sera créé la semaine prochaine au parc des Expositions de Châteaublanc. En conférence de presse, il précisait que *Ciels* ne pouvait pas être présenté en même temps que les trois premières pièces du quatuor puisque la scénographie inclut le spectateur d'une façon tout à fait différente... mais il nous reparlera de tout cela un peu plus tard, le jour de la création du spectacle.

D'ici là, il sera partout en même temps — ou presque — parce qu'il est, on le sait, l'artiste associé du festival cette année et que c'est à travers les préoccupations mises en relief par ses œuvres que s'est construite toute la programmation 2009... Ce qui explique évidemment la très nombreuse participation des artistes québécois au festival.

## LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts. Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

## Comment nous joindre ?

## La rédaction

Au téléphone 514-985-3333  
Par télécopieur 514-985-3360  
Par courriel redaction@ledevoir.com

## La publicité

Au téléphone 514-985-3399  
Par télécopieur 514-985-3390  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344  
Par télécopieur 514-985-3340  
Par courriel avisdev@ledevoir.com

## Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322  
Par télécopieur 514-985-3340

## Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur 514-985-5967  
Par courriel abonnements@ledevoir.com  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

## L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346  
Par télécopieur 514-985-3390